

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 27 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE- parc de stockage et conditionnement Sud

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA-StSd_2024-09-24_RAPVI_MCB_00457
Code AIOT : 0006201781

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2024 du parc de stockage et conditionnement Sud dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 30/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 3 septembre 2024 de la zone "conditionnement Sud" s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE
- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold au sein de l'UO "Acrylates" le parc de stockage sud et le conditionnement sud.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|--|-----------------------|
| 2 | Incompatibilités produits/produits | Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel) | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 3 | Nouvelle MMR "détection de positionnement du bras de | Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel) | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|--|-----------------------|
| | chargement" | | | | |
| 4 | Nouvelle MMR "arrêt d'urgence au sud" | Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel) | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Nouvelle MMR "LSH sur bras de chargement camion et wagon au Sud" | Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel) | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Révision quinquennale de l'étude de dangers | Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel) | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats réalisés lors de la visite du 3 septembre 2024, la nécessité de transmettre des justificatifs :

- d'ici 1 mois :
 - la liste unique mise à jour pour les 3 MMR contrôlées (cf. points de contrôle n°3, 4 et 5) ;
 - les calculs GRIF justifiant le niveau de confiance et la fréquence de vérification requise pour les MMR AU RVI-IN-AU et LSH 150 (cf points de contrôle n°3 et 4) ;
- d'ici fin décembre 2024, la synthèse des résultats des essais sur les mélanges incompatibles et les suites données concernant certains mélanges de produits incompatibles (cf. point de contrôle n°2) ;
- d'ici juillet 2025 l'étude des potentiels effets d'un mélange accidentel de produits incompatibles à l'échelle de l'ensemble du site Arkema et pas uniquement atelier par atelier et si les effets sortent du site, à coter en probabilité et en gravité cet accident et à proposer les mesures de maîtrise des risques nécessaires (cf. point de contrôle n°2).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Révision quinquennale de l'étude de dangers

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel) |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers |
| Prescription contrôlée : " L'exploitant procède au réexamen quinquennal de ses études de dangers. La notice de réexamen est conforme à l'avis du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers susvisé. [...] L'exploitant procède au réexamen quinquennal de son étude de dangers « Parcs de stockage et de conditionnement Nord et Sud » avant le 31 août 2023. Ce réexamen prend en compte l'effet de vague en cas de rupture d'un réservoir." |
| Etude de dangers de juin 2023 |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Par courrier du 20 juillet 2023, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> la notice de réexamen de l'étude de dangers "Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023 conforme à l'avis du 8 février 2017 ; l'étude de dangers mise à jour "Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023. <p>Par courrier du 29 avril 2024, l'exploitant a transmis une note relative à l'effet de vague en cas de perte de confinement d'un réservoir.</p> <p>Ces documents sont en cours d'analyse par l'inspection des installations classées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
|---|

N° 2 : Incompatibilités produits/produits

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel) |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilités |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 26/06/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 10/02/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022</p> <p>"[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés ; <p>et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.</p> <p>En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers et aux notices d'information susmentionnées. [...]"</p> <p>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" d'août 2018</p> <p>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les constats réalisés lors de la visite du 26 juin 2023 ne permettent pas d'exclure le risque d'incompatibilité produits/produits, contrairement à ce qui est actuellement annoncé dans l'étude de dangers.</p> <p>L'exploitant s'est engagé d'ici fin décembre 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> à étudier les potentiels effets d'un mélange accidentel de produits incompatibles sur le site ; si les effets sortent du site, à coter en probabilité et en gravité cet accident et à proposer les mesures de maîtrise des risques nécessaires. <p>L'exploitant a transmis une note du 13 février 2024 relative à l'incompatibilité des produits au sein de chaque atelier du site.</p> <p>Lors de la visite du 3 septembre 2024 et par courriel du 9 septembre 2024, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a justifié les hypothèses majorantes prises en compte dans la note du 13 février 2024 (durée de dépotage de 30 min et absence d'agitation) a présenté l'état d'avancement des essais réalisés par le laboratoire R&D d'Arkema à Saint-Avold et par le centre de recherche Rhône Alpes d'Arkema (CRRRA) depuis la note du 13 février 2024 sur les mélanges incompatibles de certains produits ne disposant pas de données dans la littérature ; s'est engagé à réaliser d'ici fin 2024 la synthèse des résultats des essais sur les mélanges incompatibles et les suites données concernant certains mélanges de produits incompatibles ; |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> s'est engagé à intégrer d'ici juillet 2025 dans le cadre de la notice de réexamen de l'étude de dangers "Réseaux et communs" l'étude des potentiels effets d'un mélange accidentel de produits incompatibles à l'échelle de l'ensemble du site Arkema et pas uniquement atelier par atelier et si les effets sortent du site, à coter en probabilité et en gravité cet accident et à proposer les mesures de maîtrise des risques nécessaires. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> d'ici fin décembre 2024, la synthèse des résultats des essais sur les mélanges incompatibles et les suites données concernant certains mélanges de produits incompatibles ; d'ici juillet 2025, l'étude des potentiels effets d'un mélange accidentel de produits incompatibles à l'échelle de l'ensemble du site Arkema et pas uniquement atelier par atelier et si les effets sortent du site, à coter en probabilité et en gravité cet accident et à proposer et à mettre en oeuvre les mesures de maîtrise des risques nécessaires. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 3 : Nouvelle MMR "détection de positionnement du bras de chargement"

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel) |
| Thème(s) : Risques accidentels, MMR |
| Prescription contrôlée : "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à : <ul style="list-style-type: none"> l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.[...] » <p>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023</p> |
| Constats : Les constats relatifs à la mesure de maîtrise des risques "détection de positionnement du bras de chargement" sont confidentiels. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois : <ul style="list-style-type: none"> la liste unique mise à jour en ce qui concerne la MMR ZAS 150-2 ; le calcul GRIF permettant de justifier du niveau de confiance 1 de la MMR ZAS 150-2 et de justifier la fréquence de vérification requise. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Nouvelle MMR "arrêt d'urgence au sud"

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel) |
| Thème(s) : Risques accidentels, MMR |
| Prescription contrôlée : "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à : <ul style="list-style-type: none"> l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 |

| |
|---|
| <p>mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.[...] »</p> <p>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023</p> |
| <p>Constats : Les constats relatifs à la mesure de maîtrise des risques "arrêt d'urgence au sud" sont confidentiels .</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> la liste unique mise à jour en ce qui concerne la MMR AU RVI-IN-AU ; le calcul GRIF permettant de justifier du niveau de confiance 1 de la MMR AU RVI-IN-AU et de justifier la fréquence de vérification requise. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Nouvelle MMR "LSH sur bras de chargement camion et wagon au Sud"

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel) |
| Thème(s) : Risques accidentels, MMR |
| <p>Prescription contrôlée : "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. <p>et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.[...] "</p> <p>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023</p> |
| <p>Constats : Les constats relatifs à la mesure de maîtrise des risques "sécurité de niveau haut LSH au niveau du bras de chargement camion et wagon au sud" sont confidentiels.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois la liste unique mise à jour en ce qui concerne la MMR LSH 150.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |